



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 13 – Semaine du 28 mars au 1^{er} avril 2022

En bref

Tunisie :

- La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale énergétique en janvier 2022
- La DG Trésor lance un nouvel appel à projets pour l'autonomie énergétique
- Le déficit courant se creuse de 32% entre les deux premiers mois de l'année 2021 et ceux de 2022
- 1 Md TND recueillis auprès des banques sur des bons du Trésor à court terme
- Le gouverneur de la BCT souligne l'importance de la digitalisation des paiements gouvernementaux
- Le FMI fait état de nouveaux progrès dans ses discussions avec les autorités tunisiennes
- Le MEDEF en visite à Tunis pour la création de l'Alliance des Patronats Francophones
- PBR Rating attribue la note BBB à l'ATB
- L'UE se dit prête à soutenir financièrement la Tunisie pour relancer la croissance
- 400 M USD prévus par la Banque Mondiale pour aider la Tunisie à surmonter la crise sanitaire

Libye :

- Les exportations de pétrole menacées par le manque d'investissement
- Des mesures urgentes à mettre en place face à l'augmentation des prix avant le Ramadan
- La Libye demande à être exemptée de l'interdiction d'exportation de la Turquie
- Comment préserver les actifs libyens à l'étranger ?

LE CHIFFRE À RETENIR

-376 M

La balance commerciale énergétique de la Tunisie en janvier 2022 (en TND)

Tunisie

- **La Tunisie accuse une dégradation de sa balance commerciale énergétique et de son taux d'indépendance énergétique en janvier 2022**

D'après l'Observatoire National de l'Energie et des Mines (ONEM), **le déficit de la balance commerciale énergétique est passé de 328 M TND au cours du mois de janvier 2021 à 376 M TND au cours du mois de janvier 2022**, soit une augmentation de 14%. Cette dégradation est la conséquence d'un accroissement des importations (+59 % à 892 M TND), consécutif à l'augmentation des cours du baril de Brent, celui-ci étant passé de 54,8 USD à 87,2 USD dans le même temps. Ceci étant, les exportations de produits énergétiques ont connu une croissance de 122 % en valeur ; ces dernières sont passées de 232 M TND à 517 M TND au cours de la période susmentionnée. **Dans le même temps, le taux d'indépendance énergétique a été ramené de 58% à 50%**, principalement sous l'effet d'une réduction de la production nationale d'hydrocarbures. En effet, la production nationale de pétrole brut a atteint 151 000 tonnes au cours du mois de janvier 2022, en baisse de 9% par rapport au mois de janvier 2021. La production quotidienne moyenne de barils de pétrole a ainsi été ramenée de 41 400 à 37 800 dans le même temps. L'apport des champs pétroliers « Halk el Manzel » et « Sidi Marzoug » qui viennent d'entrer en production en janvier 2021 n'ont pas pu compenser la baisse de la production enregistrée dans plusieurs champs, dont Baraka (-72%), Nawara (-49%) et Hasdrubal (-29%). D'autres champs ont enregistré, *a contrario*, une amélioration de production à savoir Gherib (+306%) et Adam (+2%). Par ailleurs, la production nationale de gaz naturel s'est élevée à 172 ktep (millier de tonne équivalent pétrole) en janvier 2022, soit une diminution de 6% par rapport au mois de janvier 2021.

- **La DG Trésor lance un nouvel appel à projets pour l'autonomie énergétique**

L'appel à projets « solutions innovantes et durables pour l'autonomie énergétique », financé par le [Fonds d'études et d'aide au secteur privé](#) (FASEP) de la Direction Générale du Trésor, vise à valoriser des solutions innovantes en matière d'autonomie et de sobriété énergétiques, face au double impératif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de diminution de la dépendance énergétique. **Une enveloppe de 5 M EUR sera consacrée à cet appel à projets pour financer des projets de démonstrateurs à hauteur de 500 000 EUR maximum.** Destiné à tous types d'entreprises et prioritairement les PME, le FASEP devra permettre dans le cadre de cet [appel à projets](#) de financer un démonstrateur de technologie innovante dans un pays en développement. Il s'agit d'offrir un effet « vitrine » à une technologie ou un secteur particulier de l'économie française, et donc de préparer des retombées avals plus larges pour l'export français. Dispositif de soutien à l'internationalisation des entreprises françaises, le FASEP permet ainsi à l'entreprise porteuse de l'étude de démontrer l'efficacité de ses méthodes et de devenir une référence dans le pays partenaire.

- **Le déficit courant se creuse de 32% entre les deux premiers mois de l'année 2021 et ceux de 2022**

[Selon la Banque Centrale de Tunisie \(BCT\)](#), **le déficit courant s'élève à 1,2 Md TND sur les deux premiers mois de l'année 2022** contre 878 M TND au cours de la même période une année auparavant, soit une hausse de 32% du déficit, malgré la bonne tenue des recettes liées aux transferts de la diaspora. Par ailleurs, **le stock de réserves de change a atteint 22,7 Md TND**, soit 124 jours d'importations, contre 133 jours fin 2021. Le taux directeur de la BCT reste quant à lui inchangé à 6,25% dans un contexte d'incertitudes face à la crise russo-ukrainienne et de son incidence sur les équilibres macroéconomiques de la Tunisie. La BCT appelle également à la mise en œuvre immédiate de

mesures structurelles pour assainir les finances publiques compte tenu de la trajectoire préoccupante de l'inflation.

- **1 Md TND recueillis auprès des banques sur des bons du Trésor à court terme**

Selon Tunisie Clearing, **l'adjudication des bons du Trésor à court terme (BTC) du 29 mars aurait permis au Trésor Public de recueillir 1 Md TND**, remboursable sur un an avec un taux d'intérêt de 6,44%. Au 28 mars, l'encours des BTC s'élève à 3,9 Md TND et celui des bons du Trésor assimilables (BTA) à 16,9 Md TND, soit **un total d'encours des dettes sous formes de bons du Trésor de 20,7 Md TND**. Par ailleurs, **l'endettement intérieur total de la Tunisie s'élèverait à 41 Md TND** selon les dernières données disponibles. Face au besoin de financement grandissant de la Tunisie et à la quasi-impossibilité de se financer sur le marché extérieur pour recueillir des fonds, le pays se tourne de plus en plus vers l'emprunt national, augmentant d'autant plus l'exposition des banques tunisiennes à la dette souveraine. Une étude de Standard & Poor's de mai 2021 estime qu'un défaut souverain pourrait coûter entre 4,3 et 7,9 Md USD aux banques, soit jusqu'à 109% de leurs fonds propres.

- **Le gouverneur de la BCT souligne l'importance de la numérisation des paiements gouvernementaux**

A l'occasion du Hackathon organisé par la Société Monétique Tunisie (SMT) et la Société Financière Internationale (IFC, groupe Banque Mondiale), le gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), Marouane El Abassi, s'est exprimé au sujet de l'importance de la numérisation des paiements gouvernementaux. Cette numérisation permettrait **plus de transparence dans les échanges** en limitant les paiements en espèces, mais également **une plus grande inclusion financière de la population**. En outre, le gouverneur a déclaré que la BCT était engagée à mettre en œuvre des moyens pour promouvoir l'accès et l'usage des services de

paiements numériques. Il a également souligné l'importance d'**inclure les start-ups et Fintechs tunisiennes** dans ces projets de numérisation pour leur permettre de devenir « les nouveaux champions de l'économie tunisienne ».

- **Le FMI fait état de nouveaux progrès dans ses discussions avec les autorités tunisiennes**

Une délégation du FMI, menée par Chris Geiregat, chef de mission du FMI pour la Tunisie, était en déplacement à Tunis du 23 au 25 mars pour **poursuivre les discussions techniques avec le gouvernement tunisien et s'entretenir avec les partenaires sociaux** (Utica et UGTT). Les discussions ont porté sur le programme de réformes mais également sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie tunisienne, représentant un défi de plus face aux difficultés structurelles auxquelles le pays est déjà confronté. Selon un communiqué du FMI du 30 mars, **les discussions avec les autorités tunisiennes ont été constructives et de nouveaux progrès ont été réalisés**. Le FMI a déclaré continuer de soutenir les autorités dans leurs efforts de mise en œuvre des réformes économiques et sociales au profit de la population. Cependant, si **le gouvernement tunisien espère pouvoir conclure un accord avec le FMI d'ici la fin du mois d'avril**, les réticences de l'UGTT, qui s'est exprimé contre certaines des mesures du programme de réformes (dont la suspension de la compensation et le gel de salaires et des recrutements), font peser un risque sur les perspectives de conclusion d'un accord. Lors de sa visite à Tunis, le FMI a rappelé **la nécessité que le programme de réformes soit partagé de manière consensuelle par l'ensemble des partis prenantes**. La ministre des finances a ainsi déclaré que des réunions auraient lieu entre le gouvernement et les partenaires sociaux au cours des prochains jours pour échanger sur ce programme. Le FMI n'a, par ailleurs, pas encore annoncé de date officielle concernant le début des négociations. En revanche, une délégation tunisienne, composée de la ministre des finances, du ministre de l'économie et du gouverneur de la Banque

Centrale, se rendra à Washington du 18 au 24 avril pour assister aux réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, une occasion pour les autorités tunisiennes de souligner leur volonté d'engager les négociations.

- **Le MEDEF en visite à Tunis pour la création de l'Alliance des Patronats Francophones**

Les 28 et 29 mars, les Présidents des patronats francophones se sont réunis dans la capitale tunisienne **pour signer l'Accord de Tunis, fondateur de l'Alliance des Patronats Francophones**. Cette initiative, née à la suite de l'organisation de la REF Francophone (Rencontres des Entrepreneurs de France) par le MEDEF en août 2021, vise à accélérer et pérenniser les échanges et partenariats commerciaux entre les pays francophones. Le Sommet de Tunis était l'occasion de désigner le Président de l'Alliance, d'élire les membres du bureau, d'appeler son 1^{er} budget et d'annoncer la tenue de la deuxième REF Francophone à Abidjan en octobre 2022. Au sein de cette alliance sont représentés **28 organisations patronales francophones issues des 5 continents**. Les membres seront amenés à travailler au sein de six groupes de travail thématiques : infrastructures et grands projets, libre circulation des biens, services et personnes, transition écologique et RSE, finance, investissements et co-investissements, numérique et formation professionnelle. Chaque groupe produira des livrables concrets à mettre en place, qui seront présentés lors de la REF 2022.

A l'occasion de ce Sommet de Tunis, le Président du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, s'est entretenu avec la Cheffe du gouvernement, Najla Bouden, et le Président de l'Utica, Samir Majoul, qui lui **ont tous deux souligné l'importance de la coopération franco-tunisienne et se sont engagés à faciliter l'investissement français en Tunisie**. La France est le premier investisseur en Tunisie (1^{er} en termes de flux d'IDE et 2^{ème} en termes de stock) avec plus de 1 500 entreprises implantées sur le territoire employant près de 150 000 personnes. Le Président du MEDEF a

également été reçu lors de sa visite par le Président de la République, Kais Saïed.

- **PBR Rating attribue la note BBB à l'ATB**

L'agence de notation africaine PBR Rating, en charge de noter les établissements financiers tunisiens, a attribué sa première note à l'Arab Tunisian Bank (ATB). Cette dernière a reçu un BBB (sur une échelle allant de AAA à D, évaluée en monnaie locale) pour la qualité de sa gestion financière après un diagnostic de l'ensemble des paramètres quantitatifs et qualitatifs de son activité bancaire (position commerciale, structure financière, rentabilité, résistance aux risques, liquidités, etc.). Ainsi, selon l'évaluation de PBR Rating, le taux de prêts non performants de la banque s'élèverait à 11,3% en 2020, en dessous de la moyenne du secteur, pour un taux de couverture de 74,3% des provisions, supérieur à la moyenne. La banque a également su renforcer sa part de marché depuis 2019 (en termes d'encours de dépôts), malgré une croissance modérée de son résultat net.

- **L'UE se dit prête à soutenir financièrement la Tunisie pour relancer la croissance**

Le Commissaire européen chargé de la politique de voisinage et des négociations d'élargissement, Olivier Varhely, était en déplacement à Tunis pour la signature d'un certain nombre d'accords de partenariats avec la Tunisie, dont **un accord de subvention de 50 M EUR pour soutenir la transition environnementale** et une convention cadre avec le ministère de l'Enseignement supérieur dans le cadre du programme européen de recherche et d'innovation « Europe's Horizon ». Olivier Varhely a également pu s'entretenir avec la Cheffe du gouvernement, Najla Bouden, et le Président de la République, Kais Saïed, ce dernier ayant fait part de sa satisfaction quant aux partenariats existants et de l'importance de poursuivre leur développement.

Dans un communiqué officiel, **Olivier Varhely a déclaré que l'UE était prête à mobiliser 4 Md EUR pour la Tunisie**. D'après l'ambassadeur de l'UE en

Tunisie, Marcus Cornaro, 1 Md EUR pourraient être consacrés aux secteurs de l'éducation, des services et des programmes sociaux, et 3 Md aux secteurs des énergies alternatives, de l'économie verte, des télécommunications et de la numérisation entre 2022 et 2027. L'Union s'est également dit prête à soutenir la Tunisie face aux conséquences du conflit russo-ukrainien à travers **une aide financière supplémentaire de 20 M EUR**, mais également à **travers des soutiens budgétaires qui pourraient atteindre jusqu'à 150 M EUR d'ici fin avril**.

- **400 M USD prévus par la Banque Mondiale pour aider la Tunisie à surmonter la crise sanitaire**

La Banque Mondiale a décidé d'accorder une aide supplémentaire de 400 M USD à la Tunisie pour faire face aux répercussions de la pandémie dans le cadre du projet de réponse d'urgence Covid-19 approuvé en mars 2021 (300 M USD initialement prévus). Ce nouvel appui financier devrait bénéficier à **900 000 foyers tunisiens vulnérables**. Des assistances techniques sont également prévus afin de permettre le renforcement du système de protection sociale « AMEN » dans le ciblage et l'identification des ménages les plus démunis.

Libye

- **Les exportations de pétrole menacées par le manque d'investissement**

Lors d'une rencontre le 30 mars avec le Président de la Commission des finances, Omar Tantoush, le Président de la National Oil Corporation, Mustafa Sanalla, a averti que **le faible niveau de financement du secteur pétrolier menaçait le niveau de production actuel**. Le Président de la NOC a ainsi évoqué les problèmes majeurs rencontrés pour obtenir les budgets nécessaires, le Gouvernement d'Union Nationale n'ayant fourni que 11 % du budget requis malgré l'enregistrement en 2021 des recettes pétrolières les plus élevées depuis 2013 (26 Md USD). **Ce déficit de financement entraîne un réel manque de maintenance provoquant la détérioration des infrastructures du secteur**. Ces déclarations hypothèquent la capacité de la Libye à répondre à la hausse de la demande mondiale liée à la crise russo-ukrainienne alors que le pays possède des réserves dépassant 48,4 Md de barils.

- **Des mesures urgentes à mettre en place face à l'augmentation des prix avant le Ramadan**

Le Président du Conseil présidentiel, Mohammed Al Manfi, s'est réuni avec le ministre de l'économie et du commerce du Gouvernement d'Unité Nationale, Mohammed Al Hawij, le 27 mars. Il a déclaré qu'il était **urgent de « développer un mécanisme approprié de soutien aux produits de base**, à travers une stratégie claire, afin de réduire les charges et les dépenses de toutes les familles libyennes dans toutes les villes et régions du pays ». Le ministre de l'économie et du commerce a affirmé que le ministère prendra toutes les mesures nécessaires, en coordination avec les régulateurs et les autorités concernées, pour contrôler la hausse des prix sur le marché local, soulignant que les comités compétents travaillent sur les meilleurs moyens d'assurer la circulation des marchandises et de les fournir au consommateur à des prix appropriés.

- **La Libye demande à être exemptée de l'interdiction d'exportation de la Turquie**

Le 29 mars s'est tenue une réunion entre le Directeur du département des affaires administratives et financières du ministère de l'économie, Tareq Al-Najjar, et le Conseiller commercial de l'ambassade de Turquie en Libye. L'entretien a porté sur le renforcement des échanges commerciaux, de la coopération entre les deux pays et plus spécifiquement sur l'importation de farine, estimée à 150 000 tonnes par an et cruciale dans le contexte actuel. **T. Al-Najjar a appelé à réviser les restrictions sur les contrats d'exportation de biens conclus avec les entreprises libyennes**. La mise en place d'allègements des procédures portuaires et contractuelles avec des entreprises turques pour l'importation de farine a été discutée.

- **Comment préserver les actifs libyens à l'étranger ?**

Le Président du Conseil présidentiel, Mohammed Al Manfi, s'est entretenu avec le Président du Conseil d'administration de l'Autorité Libyenne d'Investissement (LIA), Ali Mahmoud, au sujet des efforts déployés pour préserver les actifs libyens à l'étranger et des défis auxquels l'autorité d'investissement était confrontée. **La réunion était l'occasion d'évoquer ses investissements et la problématique des saisies de ses actifs dans certains pays**. Par ailleurs, M. Al Manfi a souligné l'importance stratégique de la LIA pour les générations futures et la nécessité de la préserver des conflits politiques afin qu'elle reste indépendante.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Tunisie et de Libye
Rédacteurs : Hugo Mahut, Célia Devant-Perrotin, Adil Rais

Pour s'abonner : adil.rais@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©Chloé Stutzmann

Retrouvez les brèves sur notre site : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TN>